COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

samedi 26 mai 1979 — N°24 — PRIX : ANTILLES 1,50F FRANCE 2F

Editorial

DE POINTE-A-PITRE A FORT-DE-FRANCE : UNE NECESSAIRE OFFENSIVE A LA PORTEE DE LA CLASSE OUVRIERE.

Ce qui est frappant dans ce 22 Mai, c'est qu'à la base, dans le bâtiment, le commerce, les hôpitaux, à la métallurgie, dans les banques, à la Sécurité Sociale ou dans les PTT, ce sont des milliers de travailleurs qui ont fait de la grève un succès ce jour-là.

Les travailleurs n'ont pas compté sur les bureaucrates syndicaux pour faire du 22 Mai une journée de lutte. Leur mouvement, ils l'ont organisé eux-mêmes et ils ont fait en sorte que cela soit un succès. Oui, les travailleurs ont la capacité et les moyens d'organiser eux-mêmes leurs luttes, de se battre et de vaincre. C'est là la leçon essentielle du 22 Mai 1979.

Pourtant le 22 Mai en Martinique, ces directions ouvrières modérées ont appelé elles aussi à ce grand mouvement de commémoration. Car elles savaient que pour se situer sur un terrain purement symbolique cette grève générale n'allait pas leur poser de problème particulier et qu'elles ne risquaient aucunement d'être débordées.

Cette remarque n'enlève rien au succès que fut cette journée de lutte et de manifestation ouvrière. Bien sûr, elle a regroupé aussi différentes fractions de la petite bourgeoisie nationaliste de toutes tendances, mais il reste que la force de la manifestation centrale du 22 Mai a été due à la participation active de la classe ouvrière.

Et cela montre bien que c'est bien cette classe ouvrière qui doit être demain le fer de lance de la lutte contre le pouvoir en place et contre l'oppression et l'exploitation que celui-ci perpétue dans les villes et les campagnes des Antilles, contre ouvriers et paysans.

La grève générale est à l'ordre du jour aux Antilles.

Les travailleurs de l'EDF en Guadeloupe viennent de montrer par leur grève quelle puissance est aux mains de la classe ouvrière. Et si tous les travailleurs — tout comme ils l'ont fait avec allant et enthousiasme — le 22 Mai en Martinique préparaient la grève générale, en en faisant leur propre affaire, il y a tout à parier que ce jour-là ils seraient en mesure de faire céder patrons et directions des services publics sur leurs revendications essentielles.

Il y aurait là alors le moyen de remettre en cause les licenciements, les fermetures d'entreprises, les bas salaires (et le blocage que ceux-ci subissent) et la répression patronale.

Bref ! Prendre en main son propre mouvement, la classe ouvrière peut le faire. Elle vient de le montrer brillamment à Fort-de-France ce 22 Mai.

Pourquoi ne pourrait-elle pas de Pointe-à-Pitre à Fort-de-France en faire de nouveau la démonstration ?

Pourquoi ne pourrait-elle pas relancer une puissante offensive ouvrière, réellement destinée à prendre à la gorge patrons et état-patron jusqu'à ce qu'ils cèdent ?

La réponse à ces questions, les travailleurs ne tarderont peut-être pas à la donner.

GUADELOUPE: TOUS EN GREVE LE 31 MAIS N'EN RESTONS PAS LA !

Les différentes centrales syndicales envisagent d'appeler les travailleurs à une grève générale le 31 mai.

Cette grève générale prend toute sa signification à l'heure où de nombreux secteurs sont en lutte, à l'heure où le patronat et l'administration s'attaquent de front aux travailleurs et portent atteinte aux libertés démocratiques les plus élémentaires (licenciement des délégués à la SIG). Cette grève générale de 24 heures, si elle mobilise l'ensemble des travailleurs et de tous les secteurs peut être une grande démonstration de force et un sérieux avertissement aux patrons. Pour cette raison tous les militants syndicaux et politiques de la classe ouvrière, les militants révolutionnaires doivent préparer cette grève avec détermination.

Bon nombre de travailleurs, et en particulier les plus combatifs, les plus révoltés par les mesures répressives des patrons sont décidés à se battre. Ceux de la SIG, de SORES BAR, de Renault le prouvent, mais leur lutte ne doit pas rester isolée.

Et par ailleurs, ce ne sont pas les sujets de mécontentement qui manquent dans les autres secteurs : dans les usines à sucre par exemple, des centaines de travailleurs sont menacés de se retrouver au chômage avant la prochaine récolte car la fermeture de trois usines est décidée depuis peu.

Mais les travailleurs les plus combatifs qui comptent sur un tel mouvement d'ensemble, ne doivent pas se faire d'illusions. La grève générale, si elle peut permettre de se faire entendre, ne fera pas céder les patrons sur les principales revendications des travailleurs. Il faut bien plus que cela pour gagner.

Actuellement les patrons sont décidés à ne pas céder aux revendications des travailleurs. La période de crise actuelle les contraint à pressurer de plus en plus fort les travailleurs pour maintenir leur profit. Visiblement ils s'organisent pour faire face à de longues grèves. A la SIG, chez Renault à Soresbar, les grèves ont dépassé les trente jours et à part à la SIG, elles durent toujours. Pour vaincre il faut donc un degré de lutte encore supérieur à ce que les travailleurs ont déjà fait.

C'est ainsi que la grève du 31 pourrait être le début de quelque chose, le point de départ d'un grand mouvement regroupant dans une lutte commune l'ensemble des travailleurs.

Dans la situation actuelle, pour faire plier les patrons, il faut véritablement les prendre à la gorge et créer un climat de luttes tel qu'ils soient obligés de céder sur les principales revendications des travailleurs. Il faudrait bloquer la machine économique des capitalistes jusqu'à ce qu'ils cèdent. C'est la grève générale illimitée jusqu'à satisfaction qu'il faudrait organiser ou chercher à organiser.

«Bien sûr nous répondra-t-on mais ce n'est pas si facile, les travailleurs eux-mêmes ne sont pas prêts à le faire»... Peut-être mais, en tout cas la meilleure façon de le savoir c'est de l'expliquer et de développer ce point de vue dans les entreprises.

Suite page 2

MARTINIQUE: LA POLITIQUE COLONIALE LEVAIN DE LA COLERE

Les évènements de Baimbridge en Guadeloupe et de Trinité en Martinique, il y a maintenant 3 mois ont montré à l'envi que la population des Antilles n'était guère prête à accepter sans mot dire toutes les «bavures» engendrées par la société coloniale, en particulier les manifestations de racisme et d'arrogance imbécile dont sont coutumiers les adeptes et les représentants du colonialisme ici.

Si l'administration coloniale a dû un instant reculer dans ces deux affaires, depuis quelque temps, elle montre de nouveau sa volonté de s'en prendre à la population et plus particulièrement à la jeunesse de Martinique.

La première affaire de répression est celle qui a frappé les 6 jeunes de Fort-de-France accusés par France-Antilles d'avoir battu des Blancs sur les plages. Ils sont emprisonnés depuis 6 semaines maintenant et on a fait le black-out total sur cette affaire.

Pendant que Dijoud dissertait laborieusement sur la fraternité qui doit exister entre Antillais et Français, les gendarmes de Saint-Pierre donnaient quant à eux, leur interprétation spéciale de ses paroles. Ils interpellaient le jeune Daclinat parce que celui-ci était en compagnie d'un autre jeune recherché par les gendarmes. Ils le traînaient à la gendarmerie et là le frappèrent. Il ne put sortir que parce qu'il ameuta la foule en criant.

Le dernier incident en date a opposé un professeur du Marin, Oscar, au directeur du LEP du Marin, le sieur Olivieri, qui a toujours fait partie de la cour raciste de Garcia, le directeur du LEP de Trinité.

Oscar affirme avoir reçu un «coup de poing américain» donné par Olivieri. Pour se défendre, il a dû tirer avec un pistolet d'alarme qu'il avait sur lui.

Tous ces incidents montrent que le colonialisme entend ne tirer aucune leçon des défaites reçues en Algérie et en Indochine. Les colonialistes continuent la même politique de répression et de tracasseries.

Celle-ci touche particulièrement aujourd'hui les jeunes et les milieux en rapport direct avec les fonctionnaires coloniaux.

C'est dans ces milieux que l'exaspération grandit contre le pouvoir.

Celui-ci pourrait bien dans la période à venir récolter les fruits de sa politique. Il sème le vent, il pourrait bien récolter, demain, la tempête.

GUADELOUPE : Non aux licenciements dans les usines sucrières !

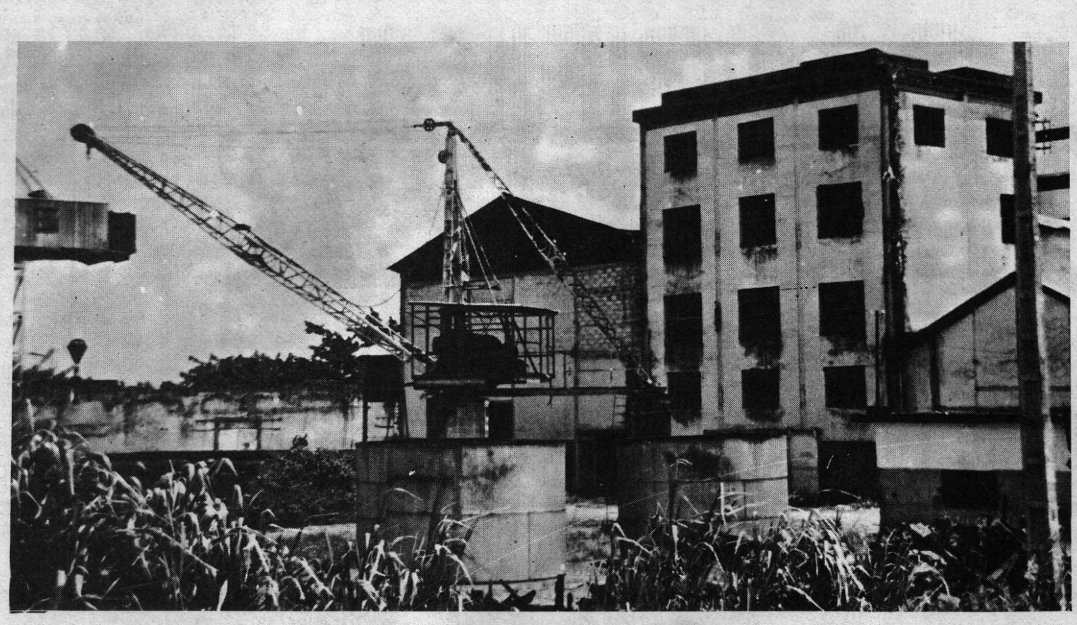
Depuis la dernière conférence du préfet Maillard annonçant la fermeture de trois usines en Grande-Terre, les choses se sont précisées. Les usines de la S.I.S. (Société Industrielle du Sucre), Darboussier et Blanchet sont parmi celles qui doivent fermer. C'est Clavery, directeur de la SIS, lui-même qui l'a annoncé aux ouvriers de Darboussier par le biais du Comité d'entreprise. Ainsi avec la fermeture de ces deux unités ce sont environ 700 à 1000 travailleurs des sucreries qui se retrouveraient au chômage.

Sans compter les ouvriers agricoles et les petits planteurs et colons qui eux aussi seraient plongés dans des difficultés encore bien plus grandes que celles qu'ils connaissent déjà. Si ce projet était réellement mis à exécution ce serait aussi la désolation pour certains petits commerçants ou marcahnds ambulants qui vivent autour de ces deux usines.

Les exemples de Bonne-mère et de Comté ou même de Marquisat sont là pour rappeler tout le mal causé par la fermeture des usines dans certaines régions. Il est encore aujourd'hui des ouvriers de Bonnemère et de Comté qui n'ont jamais retrouvé un emploi. Certains ont dû se résigner à quitter le pays, d'autres qui ont choisi l'agriculture vivotent. Voilà où ont conduit des fermetures d'usine.

Alors ceux de Darboussier et de Blanchet vont-ils accepter sans broncher que la SIS les licencie ? Vont-ils accepter que l'administration coloniale qui a négocié ces fermetures au nom de la «restructuration» et de «l'aide à la culture de la canne» ne se soucie même pas de leur reclassement ?

Cela ne se peut pas. C'est un NON ferme et catégorique que les travailleurs industriels et agricoles de ces deux usines doivent opposer à la décision des patrons et du gouvernement colonial de fermer.



Usine Marquisat : en ruine aujourd'hui !

C'est dès maintenant qu'ils doivent organiser des actions de grève, des manifestations de rue, une vraie campagne d'information dans toute la Guadeloupe autour de cette affaire.

Il faut faire de la fermeture de ces deux usines l'affaire de tous les travailleurs de la Guadeloupe et de la population tout entière.

Jean IGNACE

S.I.G.

Non aux représailles anti-grévistes!

Deux jours après la reprise du travail à la SIG le directeur, Tavernier, a entamé une procédure de licenciement à l'encontre de 6 délégués syndicaux, délégués du personnel et dirigeants de la grève.

Le motif invoqué par la direction de la SIG est la «faute lourde». Elle reproche à certains d'avoir participé à une opération de séquestration, à d'autres d'avoir proféré des insultes...

En réalité, Tavernier réprime les militants les plus combatifs et veut liquider le mouvement syndical dans l'entreprise afin d'avoir les mains libres pour poursuivre son plan de licenciement.

Il s'attaque aussi à la famille des militants syndicaux. C'est ainsi que la mère du délégué syndical CGT qui travaillait chez lui comme servante depuis longtemps, et qui a plus de 60 ans, s'est vu renvoyée dans un immeuble pour nettoyer les escaliers.

Les travailleurs attaqués n'ont évidemment pas l'intention de se laisser faire et se préparent à réagir. Ils cherchent non seulement à gagner le soutien des travailleurs de l'entreprise mais aussi celui de l'ensemble des travailleurs, des syndicats, partis et organisations démocratiques. Plusieurs prises de parole ont déjà été organisées devant l'entreprise par les travailleurs concernés.

Mais l'action ne doit pas en rester là. Les attaques de Tavernier constituent une grave atteinte aux droits les plus élémentaires des travailleurs : droit de grève et organisation syndicale. C'est pourquoi cette affaire concerne tous les travailleurs il est nécessaire que les organisations, syndicats et partis se réclamant de la classe ouvrière organisent une riposte cinglante à ces patrons de combat du genre Tavernier.

LES LOCATAIRES DE LA S.I.G. S'ORGANISENT

Les locataires des appartements de la SIG (Société Immobilière de la Guadeloupe) s'organisent.

C'est une bonne chose. Car les problèmes de logement sont une affaire importante pour les travailleurs.

Car dans le logement, comme dans d'autres aspects de la vie sociale et économique, il y a toujours deux côtés.

Il y a d'une part des logements pour les travailleurs qui constituent la majorité des locataires de la SIG autour de Pointe-à-Pitre, et les riches villas des gens aisés et privilégiés comme le directeur de la SIG, de l'autre.

L'action pour obliger la SIG à améliorer l'habitat (appartements, environnement) et les services qui lui sont liés (transports, communications, etc...) est juste.

Des chantiers, des bureaux, des ateliers aux logements où ils sont contraints de vivre, les travailleurs font face aux mêmes adversaires.

Ce sont les mêmes patrons du privé ou directeurs d'administration qui refusent de leur donner des salaires décents, qui contrôlent les grosses sociétés immobilières comme la SIG.

Il est d'ailleurs assez symbolique de retrouver à la tête de la SIG, parmi ceux qui contrôlent réellement cette société, des grands pontes des affaires économiques en Guadeloupe.

C'est contre ces gens-là que les travailleurs-locataires de la SIG devront se battre pour l'amélioration des logements et de l'environnement et contre les hausses incessantes des loyers de cette société immobilière.

Nous citons ici des extraits du bulletin «Le comité des locataires» et des échos recueillis auprès des locataires.

LES PROBLEMES

DANS LES CITES SIG.

La situation créée nous entraîna à discuter et ces discussions nous ont fait découvrir une chose importante.

Quel que soit le bâtiment ou la Cité, nous nous heurtons aux mêmes types de problèmes.

TOUS CES PROBLEMES SONT ESSENTIELLEMENT DU DOMAINE DE L'ENTRETIEN, DE LA SURVEILLANCE ET DE L'ENCADREMENT DES CITES.

1) Les façades, couloirs, escaliers, balcons des immeubles n'ont jamais été ravalés ni repeints. Cette tâche doit être à la charge de la Société SIG

2) Les parkings du Raizet sont des bourbiers à la moindre pluie.

3) Les sous-sols et le système de vide-ordures de Mortenol sont entièrement à revoir. Car c'est toute l'année qu'il s'y pose un problème d'hygiène et d'odeurs.

4) Le gaz d'immeuble prévu dans certains contrats SIG nous a été supprimé sans consultation des locataires. Aucune solution de rechange n'a été envisagée, telle une bonbonne géante à côté des immeubles et une remise à neuf de la tuyauterie.

5) Des canalisations d'eaux usées cèdent dans des bâtiments, y compris dans les cités neuves et elles rendent à Grand Camp de nombreuses caves inutilisables, sans compter les problèmes d'hygiène que ces eaux sales peuvent poser.

6) Les antennes collectives dans les immeubles Chicane à Grand Camp sont extrêmement défectueuses. Les réclamations individuelles des locataires ne sont pas prises en considération. Dans le meilleur des cas la SIG fait opérer un rafistolage de fortune qui ne tient jamais longtemps.

7) L'entretien des escaliers est parfois mal fait faute d'un matériel suffisant (tuyau, produits d'entretien) et il arrive que des femmes de ménage achètent sur leur salaire le matériel manquant, ou à cause d'une mauvaise répartition du personnel.

GRAMMONT : COINCE DANS L'ASCENSEUR...

Vendredi après-midi, un homme reste 10 minutes dans un ascenseur de Grammont : il frappe sur la porte, il appelle à son secours.

Mais personne ne peut lui venir en aide : le concierge n'est pas là, d'ailleurs il n'est pas de garde.

En effet, il y a un tour de garde des concierges. Et il peut n'y avoir qu'un seul concierge de garde pour tout Grand Camp.

C'est dire comment Tavernier et la direction de la SIG se moquent de nous puisqu'ils n'ont pas hésité à licencier des concierges déjà en nombre insuffisant.

LES RATS DE GRAND CAMP (Chicane)

A la suite de la grève des employés de la SIG, des conférences organisées par les grévistes et des locataires, beaucoup de locataires habituellement emmurés dans leur appartement, n'ayant que peu de rapports avec leurs voisins d'immeubles et encore moins avec ceux des autres bâtiments ont découvert qu'ils se heurtaient tous aux mêmes problèmes.

Ces problèmes sont à peu de choses près les mêmes :

Tous les locataires des rez-de-chaussée des Chicanes de Grand-Camp, et en particulier ceux du 10 et du 12 se plaignent d'avoir la compagnie peu hygiénique et peu agréable des rats qui circulent de jour et de nuit sur les espaces dit-verts. La nuit ces bestioles s'enhardissent, montent dans les escaliers, ou vont faire un festin dans les vide -ordures. Et cette situation ne date pas d'aujourd'hui ! Quand on pense au nombre d'enfants qui jouent sur les bandes cimentées accédant aux escaliers on se demande vraiment comment jusqu'à présent ils ont évité des maladies graves.

L'ACTION

DES LOCATAIRES

AVEC LES GREVISTES.

Tout au cours de la grève qui a opposé la direction de la SIG aux grévistes les locataires ont témoigné leur solidarité avec les grévistes. Ils ont organisé un Comité de Locataires et ont participé tous les soirs à des conférences pour expliquer la situation à tous les locataires.

Grévistes et locataires ont pu s'entretenir et connaître les causes réelles du mauvais entretien des cités SIG.

Le COMITE DES LOCATAIRES et les grévistes ont :

- collé des affiches appelant à soutenir la grève;
- organisé plusieurs réunions de locataires;
- tenu un grand meeting regroupant locataires et grévistes à Rémy Nainsouta.

TOUS EN GREVE LE 31 !

(suite de la page 1)

Les travailleurs les plus combatifs n'ont pas intérêt à laisser aux seules centrales l'organisation, la préparation et la mobilisation de la grève générale du 31. Cette grève ils doivent en faire leur affaire. Il faut éviter qu'elle soit pour les centrales une manière de se dédouaner vis-à-vis des travailleurs ou de s'acquitter d'un simple devoir parce qu'il y a des luttes en ce moment, pour retourner le lendemain à la routine habituelle.

La meilleure garantie que la grève générale ne soit pas une journée de lutte sans lendemain, c'est précisément que les travailleurs de la base organisent eux-mêmes cette grève.

A l'heure actuelle où de nombreux travailleurs sont prêts à se battre et ils le montrent un peu partout, à l'heure où les attaques patronales suscitent colère et rage il est possible de convaincre les hésitants et les timorés de se mettre dans la lutte. Si dans la période actuelle les travailleurs n'opposent pas aux attaques des patrons contre le droit de grève et la liberté syndicale la riposte qui convient, demain, les patrons se croiront tout permis et au-delà des ouvriers combatifs, c'est les organisations ouvrières qu'ils chercheront à briser avec l'aide de l'administration coloniale.

La période est bonne pour que dans leurs entreprises les travailleurs les plus décidés commencent un travail d'explication et de mobilisation pour préparer le 31 d'abord, et ensuite pour que cette grève générale se transforme en une réelle offensive de la classe ouvrière. Les patrons, eux, accordent leurs violons, ils se concertent et adoptent la même tactique partout pour briser les grèves. Les travailleurs doivent faire de même et créer un vaste front de luttes face au front patronal.

Pour que le 31 soit le début d'une large mobilisation de l'ensemble des travailleurs guadeloupéens, tous en grève jeudi 31 et tous dans les rues pour manifester.

Pierre Jean CHRISTOPHE

Licenciements à la municipalité de Fort-de-France

LE P.P.M AUX TRAVAILLEURS : SACRIFIEZ-VOUS !

L'affaire des licenciements à la municipalité de Fort-de-France soulève de nombreuses passions, étant donné que la municipalité n'est pas un employeur ordinaire. Dans n'importe quelle entreprise, le fait que le patron décide de plusieurs dizaines de licenciements pour combler son déficit, rentabiliser ou assainir son affaire, suscite immédiatement un tollé d'indignation chez les travailleurs et les organisations de gauche. Mais dans le cas présent de nombreuses controverses se font jour, puisque l'auteur des licenciements est une municipalité de gauche, conduite par un leader «populaire», Césaire, et soutenue ouvertement par un parti nationaliste, le Parti Progressiste Martiniquais, qui dit lutter au nom du peuple et des travailleurs.

De nombreux travailleurs sont perplexes et s'interrogent sur la justesse et l'opportunité de telles mesures, venant d'une municipalité «progressiste». Beaucoup sont partagés sur cette question et préfèrent décharger Césaire de toute responsabilité en prétextant, contre toute évidence, qu«'il n'est pas au courant».

Car l'idée que Césaire puisse porter la responsabilité, avec le Conseil municipal, des dizaines de licenciements projetés ou en cours, qu'il puisse se faire ainsi le complice de ces mauvais coups portés contre des travailleurs, est une idée qui choque plus d'un de ses partisans. Cette idée porte atteinte à la confiance aveugle que de nombreuses personnes, travailleurs, humbles gens pour la plupart, portent à Césaire, en qui ils voient un défenseur des pauvres et des opprimés en général.

D'autres au contraire refusent de se laisser gagner par le doute, et estiment que les licenciements sont une mesure, regrettable certes, mais nécessaire, pour éviter de plus grands maux qui pourraient assaillir la mairie de Fort-de-France, considérée comme un îlot de résistance à l'emprise du colonialisme français.

Le problème ne réside cependant pas dans la personnalité du leader progressiste, ni dans sa volonté personnelle de se préoccuper du sort de quelques dizaines de travailleurs employés par la municipalité qu'il dirige.

Le problème réside dans le choix politique qu'a fait le Parti Progressiste Martiniquais et que revendique entièrement son fondateur Césaire.

Ce choix politique est celui d'un parti nationaliste modéré qui s'est donné pour but de diriger la Martinique demain et d'en faire une «nation caribéenne» à l'égal des autres nations.

Ce parti ne se revendique aucunement de la classe ouvrière, et son programme politique est celui de tout parti bourgeois aspirant à prendre en main l'Etat.

Cette orientation se reflète parfaitement dans la façon dont le PPM a choisi de gérer la municipalité de Fort-de-France.

Il n'a jamais fait appel à la participation réelle et active des travailleurs à cette gestion. Il n'a jamais fait appel à leur initiative leur responsabilité, leur critique. Il n'a jamais cherché à faire en sorte que la municipalité soit gérée par les travailleurs, et pour les travailleurs. La municipalité de Fort-de-France pour l'organisation de sa gestion ne se distingue en rien de toutes ses consœurs qui ne se veulent pourtant pas «progressistes».



Aimé CESAIRE

Aujourd'hui les dirigeants «progressistes» appellent les travailleurs à se sacrifier pour éviter que le déficit de la municipalité n'entraîne le contrôle de son budget par l'Etat français. Ils appellent les travailleurs à «comprendre» la situation et à accepter leur licenciement comme un sacrifice nécessaire à la survie du «bastion anticolonialiste» qu'est selon eux la municipalité.

Mais demain, ces mêmes dirigeants sont prêts à appeler à de plus grands sacrifices encore la classe ouvrière, au nom de «la patrie martiniquaise», «de l'intérêt national» et de «la lutte contre l'impérialisme étranger». En réalité ces grands mots et ces grands sentiments ne sont que le paravent habituel de toute bourgeoisie qui tient à mettre à son service la classe ouvrière pour mieux l'exploiter. Et les travailleurs ont toutes les raisons de se méfier de ceux qui les appellent dès aujourd'hui à faire des sacrifices.

C. G.

~ ECHOS DES ENTREPRISES ~

CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE-FRANCE

DE L'ARGENT POUR LES PATRONS MAIS PAS POUR LES SERVICES PUBLICS.

Le gouvernement a décidé de diminuer le budget du CHFF pour l'année 79 de 1,7 millions de francs soit 170 millions de centimes. Mais ce gouvernement si économe décidait il y a à peine un mois de faire cadeau aux patrons de 11 milliards (dégrement d'impôts, subventions directes, etc...).

Ainsi de l'argent, le gouvernement en a, mais avant tout pour ceux qui tirent profit du travail de l'ensemble des exploités, des salariés, des ouvriers.

Par contre, pour les services publics comme l'hôpital, c'est la diète, ce sont les coupes sombres dans le budget.

Camarades n'acceptons pas de rentrer dans le jeu du gouvernement, refusons de faire les frais d'une crise économique dont nous ne sommes pas les auteurs.

Ne rentrons pas dans ce jeu d'économie, continuons d'exiger du matériel et du personnel en quantité suffisante pour travailler correctement.

PAS D'ECONOMIES SUR LE DOS DU PERSONNEL.

Vendredi dernier, la direction nous conviait à une réunion d'information à l'hospice, pour nous dire que des mesures très strictes ont été prises par le gouvernement.

Aussi, nous apprenions qu'un contrôle très strict des dépenses et des recettes se fera par service, que même si on enregistre des recettes supplémentaires, il ne sera pas possible de les utiliser. De même qu'il ne sera plus possible de faire des dépenses supplémentaires... En fait, c'est le plan Barre qui continue de façon plus draconienne.

Pour la direction, la solution c'est que nous suivions ses conseils et que nous marchions main dans la main avec elle, en commençant par être très économe au niveau de chaque agent. Ensuite si vraiment quelque chose s'avère indispensable, le conseil d'administration sera saisi et le gouvernement par préfet interposé prendra ses responsabilités !

Nous ne voulons pas de ce marché !

Continuons d'exiger tout ce qui est nécessaire pour travailler !

SECURITE SOCIALE : FORT-DE-FRANCE FO : UN SYNDICAT ETRANGER AUX INTERETS DES TRAVAILLEURS

Dans un tract diffusé au personnel, le syndicat FORCE-OUVRIERE, prend publiquement position contre le mot d'ordre de grève lancé par différents syndicats à la Martinique.

Tout en disant que «F.O. se joint au mouvement revendicatif pour obtenir le 22 Mai chômé payé», en fin de paragraphe, on lit : «F.O. dit non au mouvement de grève lancé pour le 22 Mai».

Plus bas, dans ce même tract, F.O. explique que par ce geste, elle veut se démarquer des «Partis politiques qui encouragent à la haine raciste».

A quelle haine raciste fait allusion F.O. ? A celle qui a tué NOUVET ou à celle dont fut victime JOVIGNAC ? Est-ce la haine du procureur français qui fait encore croupir en prison 6 jeunes accusés de violence, ou encore celle qui fut permanente lors de la grève des travailleurs de la Caisse en 72 avec la présence des képis rouges ?

F.O. se trompe volontairement de cible en s'en prenant aux victimes plutôt qu'aux agresseurs. Et c'est sans doute ce qui caractérise le plus ce syndicat qui se montre chaque jour un peu plus étranger aux intérêts des travailleurs.

FORT-DE-FRANCE EGAPS : NOU TRAVAIL POU AYEN ! (air connu)

C hez ERAMBERT, notre salaire est toujours payé en retard. Ainsi, le mois de Mars, nous a été payé le 16 Avril, et jusqu'à la date du 18 Mai, nous n'avons toujours pas touché notre salaire d'Avril.

Les plus conscients d'entre nous ont arrêté le travail lundi, mais la grosse majorité n'a pas bougé.

Jeudi soir, nous sommes allés en masse prendre notre argent. ERAMBERT nous a répondu qu'il n'a pas d'argent : «lè y ni y ka péyé moun, alos, si yo pa lé, kité».

Evidemment, quand il s'agit de nous payer il n'a pas d'argent, par contre il en a suffisamment pour aller en France tous les deux mois et pour construire une grande villa derrière le Monoprix.

Exigeons de ce monsieur notre salaire à chaque fin de mois. Car il a les moyens de nous donner satisfaction.

Capesterre: Les travailleurs de la SCA-PLAINE ont vaincu

(Tract diffusé dans la région de Capesterre Belle Eau)

Après 22 jours de grève, les travailleurs de la SCA-Plaine ont obligé la direction de la plantation à reculer.

Devant la détermination des grévistes, montrant bien qu'il n'était pas question pour eux de céder, la direction a reculé. Un accord a été signé prévoyant que les travailleurs devaient transporter 90 régimes au lieu de 100, un par un, mais avec possibilité de les poser par terre si le chariot n'est pas là à leur arrivée, chose que la direction ne voulait absolument pas accepter.

Le mardi 15 mai, nouvelle réunion des travailleurs pour décider s'il fallait reprendre le travail. Et démocratiquement, ils décident de continuer la lutte si la direction ne paie pas les jours de grève, car elle seule est responsable de ce conflit et de la perte de 15 jours de salaire.

Finalement, il est décidé que 8 des 15 jours de travail perdus seront payés.

Les travailleurs de la SCA-Plaine ont donc vaincu. Ils ont obligé la direction, et en particulier Chaulet à reculer. Et ils ont eu raison de ne pas céder. Car en fait, ce que recherchait Chaulet, c'était de les «mater» comme il dit, les mettre aux pas, pour pouvoir leur imposer ses quatre volontés : augmenter les tâches, aggraver les conditions de travail, licencier comme bon lui semble. Et les travailleurs de la SCA-Plaine ont eu raison de ne pas reculer. Car avec la crise économique qui sévit, dans tous les secteurs de l'économie, les patrons veulent faire payer aux travailleurs leurs difficultés. Ils veulent leur faire payer la crise, en aggravant les conditions de travail, en faisant travailler plus pour des salaires dérisoires, en licenciant (ex : SIG, Antilles-Automobiles, Sorès Bar, etc...).

L'exemple des travailleurs de la SCA-Plaine montre que l'on peut vaincre quand on est décidé, quand on est organisé. Il suffit que les plus déterminés, les plus combatifs prennent les devants et entraînent les autres à la lutte.

Et plus que jamais cette lutte est nécessaire : lutte pour une augmentation généralisée et substantielle des salaires, lutte contre les licenciements, contre le chômage.

FORT-DE-FRANCE AU BASSIN DE RADOUB :

LE MINISTRE A FUI... DE QUOI A-T-IL DONC EU PEUR?

DENIAU, le ministre du commerce extérieur qui était dans les colonies ces temps derniers a eu envie de venir visiter le centre d'exploitation du Bassin de Radoub. Il a envoyé au préalable un car de gendarmes, puis les renseignements généraux, puis sa garde personnelle, le tout accompagné de la presse aux ordres, France-Antilles, FR 3..., ainsi que quelques valets locaux, Joe Sainte Rose, Max Elysé, etc... sans oublier les policiers qui pullulaient dans le coin.

Les ouvriers qui ne comprenaient rien à une telle mascarade, descendirent tous avec tournevis, clé à mollette, marteau à piquer, bout de câble, pelle... c'est-à-dire leur matériel de travail habituel, pour s'informer de ce qui se passait et ce que signifiait tout ce remue-ménage.

Il faut croire que la vue des ouvriers tenant leurs outils en main a fait peur à tout ce cortège officiel, car le ministre s'est brusquement décommandé par téléphone et tous ces messieurs se sont enfuis précipitamment sans demander leur reste !

F.de.F : Affaire des jeunes emprisonnés :

Confession d'un jeune sortant de prison

Ces quelques extraits d'une lettre d'un des 7 jeunes incarcérés sur les circonstances et les motifs de son arrestation par les gendarmes montrent à quoi tiennent la plupart des arrestations des jeunes dans les colonies des Antilles. Les gendarmes et autres autorités judiciaires emploient les mêmes procédés racistes qu'ils ont employées dans les colonies d'Afrique ou d'Algérie. Et l'on sait ce qu'il advint, dans ces pays du pouvoir colonial...

«...Pour montrer que j'allais pas tarder à être libéré, ils (les gendarmes) m'enlevèrent les menottes, mais il fallait que je fasse les confrontations d'usage pour voir si les personnes agressées ne reconnaîssent pas en moi un agresseur. Au fil de la journée, je vis toutes sortes de militaires défiler devant moi ainsi que des civils, en me regardant sous toutes les formes et coutures...

«La liberté était pour moi une question de minutes. On me ramena dans une salle où je trouvais les autres personnes arrêtées. A un certain moment ma surprise fut grande, quand j'appris par l'un des gendarmes qu'une des personnes arrêtées que je connaissais pour l'avoir vue une fois, avait fait une déclaration, déclarant que j'avais frappé un certain soir, près de l'Olympia, un métropolitain de 2 coups de poing. Je démentis formellement cette accusation, mais ils me dirent que c'était écrit noir sur blanc, mais ce sera facile à démentir devant le juge, car il n'y a aucune plainte portée contre moi...

«Quand ce fut mon tour de passer devant le juge cela fut de courte durée. Je n'ai même pas eu le temps de m'expliquer que je me retrouvais avec un mandat de dépôt en main à signer, ce que je refusai. Il me dit que ma signature valait peu et que c'est lui qui décidait.

Je pensais le faire changer d'avis quand il me demanda si je n'avais rien à dire. Je lui dis «Mr le juge, mon arrestation est arbitraire, vous me mettez en prison sur une fausse accusation. La personne qui m'accuse, mettez-la devant moi que je puisse me justifier». Il me dit que ce n'était pas possible. Je lui demandais est-ce que la justice française disposait de la liberté de quelqu'un pour 2 coups de poings présumés d'autant qu'il n'y avait pas de plaintes pour motiver l'incarcération. La réponse vint en disant aux flics de m'emmener. Je regardai le juge, et c'est là que je vis comme des milliers de noirs, le Grand Mal dans toute sa grandeur, le «racisme réincarné dans un seul être...»

MAI 67 : Tout peut recommencer !

Il y a 11 ans de cela, les 26 et 27 mai à Pointe-à-Pitre, la répression coloniale s'est abattuë sauvagement sur la population faisant parmi elle une soixantaine de victimes.

En effet c'est à la suite d'une grève des ouvriers du bâtiment qui réclamaient 2 % d'augmentation que le colonialisme français avait réprimé. Il s'était servi de cette grève comme prétexte pour étouffer le mouvement anticolonialiste montant et principalement le GONG, organisation nationaliste qui bénéficiait d'une profonde sympathie chez une bonne fraction de la population et en particulier de la jeunesse.

A la suite de ce massacre des dizaines de militants anti-colonialistes furent arrêtés, jetés en prison et jugés par la justice coloniale.

Maintenant 11 ans ont passé depuis ces événements, cependant la menace d'un nouveau mai 67 est permanente car les causes de ces événements c'est-à-dire le système colonial avec tout son cortège de misère, de chômage et de racisme, demeurent. Le pouvoir colonial entretient des bandes armées qui interviennent à tout instant contre les travailleurs lorsque ceux-ci entrent en lutte soit pour exiger une amélioration de leurs conditions de travail, soit encore tout simplement pour défendre leur droit au travail.

L'intervention des CRS tout récemment contre les travailleurs des garages Renault et ceux de la SIG sont des actes qui viennent rappeler à la population qu'elle vit dans un système qui ne lui reconnaît guère de libertés démocratiques. Les travailleurs antillais ne bénéficient pas des mêmes droits que les travailleurs français. Ici aux Antilles, à la moindre velléité de lutte des travailleurs, l'Etat-patron n'hésite pas à lancer ses CRS, képis rouges, ou autres légionnaires sur les grévistes, et en agissant de la sorte le colonialisme français prend délibérément le risque de provoquer un nouveau mai 67. Et cela, les travailleurs de la Guadeloupe doivent le comprendre, et se préparer à une telle éventualité s'ils ne veulent pas en être une nouvelle fois les principales victimes. Cela signifie qu'ils doivent s'organiser pour chasser le pouvoir colonial et mettre fin à toute forme d'exploitation en Guadeloupe.

Bokassa : un massacreur d'enfants formé dans l'armée française



Giscard à la même table que Bokassa

Maintenant qu'il n'est plus possible de masquer la vérité, c'est à qui s'indignera le plus vertueusement des atrocités commises par le régime de Bokassa 1er, empereur Centre-Africain. La presse bourgeoise, qui depuis les révélations d'Amnesty International concernant le massacre d'une centaine d'écoliers à Bangui (capitale de l'empire), restait évasive, tire désormais à boulets rouges sur sa sanglante Majesté.

Il est vrai que l'exemple vient d'en haut : au récent sommet franco-africain, qui s'est déroulé au Rwanda, Giscard et les diplomates français se sont arrangés pour n'avoir pas à serrer la main du dictateur. Et d'aucuns d'en conclure que les jours de Bokassa à la tête de son Etat sont comptés...

Ce cérémonial n'est pas sans rappeler les films sur la Maffia, où le «Parrain» n'accorde plus un regard à un complice trop compromis : exclu de «la famille», celui-ci peut se considérer comme mort...

A peu de choses près, ce sont bien de tels rapports qui existent entre l'impérialisme français et bien des régimes africains, notamment celui, particulièrement pourri, de Bokassa. Car à qui fera-t-on croire que Giscard «découvre» la cruauté de ce régime ?. En janvier dernier, c'est près de 500 étudiants qui avaient été massacrés, avec l'aide de troupes zaïroises encadrées par... des officiers français. Et ce n'est que grâce au soutien militaire et financier de l'impérialisme français, que Bokassa, ancien officier de l'armée française, a pu se proclamer empereur et se maintenir au pouvoir, au prix du sang et de la misère de la quasi-totalité de ses compatriotes.

La soudaine démission de l'ambassadeur centrafricain à Paris, et l'annonce plus ou moins voilée qu'il se portait candidat à la succession, laisse à penser que l'impérialisme veut jouer une nouvelle carte.

Mais Bokassa n'est pas encore totalement abandonné : bien des chefs d'Etat africains, dont ceux du Gabon et de Haute-Volta, mais aussi le président-poète Senghor, sont prêts à lui accorder l'absolution. Sans doute pensent-ils que si l'on détrône Bokassa pour quelques «bavures» (Senghor dixit) eux-mêmes ne sont pas à l'abri, et s'indignent-ils que leur compère, fidèle serviteur de l'impérialisme, soit traité avec tant d'ingratitude.

Max RODON

PETROLE, ENERGIE NUCLEAIRE : Les grosses sociétés trafiquent

Les gouvernements capitalistes et les compagnies pétrolières agitent à nouveau le spectre du rationnement de l'énergie depuis plusieurs semaines. Ainsi lors du récent rationnement d'essence en Californie, tout semble avoir été calculé pour donner à cet évènement la résonance la plus forte possible. Et jusque sur les postes de radio et de télévision de Pointe-à-Pitre et Fort-de-France, les longs commentaires sur les files de voitures devant les pompes à essence, le mécontentement des conducteurs, etc... étaient faits pour sensibiliser une partie de l'opinion sur le «problème de l'énergie».

Face aux préoccupations déclenchées par cette campagne, les ministres font des réponses mitigées, cherchant délibérément à inquiéter. Ainsi, Giraud, le ministre français de l'économie déclarait : «Il ne faut pas de panique» mais ajoutait aussitôt : «Il faut de la vigilance». «Il n'y aura pas de rationnement» mais «économie»...

Dans le même temps, toutes les discussions avec les pays producteurs sont largement commentées par la presse. Et les prévisions d'augmentation du prix du pétrole brut par certains de ces pays, alimentent la campagne d'intoxication des ministres et dirigeants des pays capitalistes.

Elles arrivent aussi à point pour justifier le véritable racket organisé sur le prix de l'essence, qui fait des bonds spectaculaires dans certains pays, quelles que soient d'ailleurs les sources d'approvisionnement.

C'est ainsi que dans la foulée de l'augmentation du prix du pétrole iranien, la SARA (Société Anonyme de Raffinerie Antillaise) qui s'approvisionne au Venezuela a brutalement augmenté ses prix il y a deux semaines.

Les compagnies pétrolières, soutenues par les gouvernements capitalistes orchestrent cette campagne d'affolement. Faire croire qu'on est au bord de la catastrophe énergétique, au bord de la récession économique par manque d'énergie, cache d'autres buts.

Elles pensent pouvoir faire accepter ainsi, plus facilement les augmentations scandaleuses qu'elles pratiquent sur le prix des produits pétroliers. Elles font une double opération.

Pour bien comprendre la double escroquerie des grands trusts de l'énergie, il faut savoir que ce sont les mêmes qui organisent actuellement la pénurie, augmentent les prix, et... investissent dans le nucléaire.

D'une part, avec ces profits supplémentaires, elles pourront procéder aux investissements nécessaires dans la production d'énergie nucléaire en faisant payer ces investissements par la population.

D'autre part, suite aux récents accidents survenus dans la fabrication de l'énergie nucléaire (à la centrale atomique de Three Miles Island aux USA) ou dans le transport des déchets radio-actifs, et face à la méfiance des populations quant à l'utilisation de cette source d'énergie, les grosses sociétés font croire que, dans quelques temps, la seule énergie utilisable sera l'énergie nucléaire. Le pétrole devenant disent-ils une énergie rare et d'un prix inabordable, seul le nucléaire pourra le remplacer. En clair, cela veut dire qu'il faut en accepter le coût et aussi les risques.

Pour eux, il s'agit de s'organiser le mieux possible pour accroître leurs super-profits contre vents et marées. Ni les exigences un peu plus élevées des pays producteurs de pétrole, ni les conséquences de la crise économique et financière du capitalisme ne doivent leur faire perdre une miette de leurs immenses profits.

Alors, après avoir bâti des fortunes de milliards de dollars dans le pétrole, ils s'apprêtent, avec le soutien des gouvernements et l'argent des contribuables à bâtir des fortunes tout aussi colossales dans le nucléaire.

Il ne faut donc pas se laisser abuser par les propos mensongers et hypocrites des ministres, de Giraud à Barre, car au-delà de leurs contorsions oratoires, ils travaillent pour le profit des grands de l'atome.

M. T.

communiqué

L'O.Mu.C. informe les intéressés qu'un Centre de Vacances est organisé du 9 au 30 Juillet à Chazeau Abymes à l'intention d'enfants âgés de 6 à 14 ans.

Pour tous renseignements ou inscriptions s'adresser à :
Office Municipal de la Culture (O.Mu.C.)
Rue du Général de Lacroix 97110 Abymes.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728